

on peut aussi juger des résultats. Je ne pense pas que la population canadienne aimerait que nous fixions des prix maximums correspondant à ceux qu'on a publiés aux États-Unis le 28 septembre. Je ne pense pas que les consommateurs canadiens aimeraient que leur Gouvernement affirmât que le prix juste et raisonnable pour le châteaubriant de bœuf est de \$1.34, celui du filet de \$1.81 ou quoi que ce soit de ce genre.

M. Coldwell: A-t-on des chiffres correspondants en ce qui concerne les prix payés aux cultivateurs pour les produits de base et aux ouvriers pour leur travail?

Le très hon. M. St-Laurent: Non.

M. Coldwell: Cela fait une différence.

Le très hon. M. St-Laurent: Je compare seulement les situations. Je sais qu'une grande partie de nos producteurs de bœuf vendent leur produit aux États-Unis parce qu'ils y obtiennent de meilleurs prix. Il en est résulté que nos abattoirs canadiens ont dû consentir des prix semblables faute de quoi on aurait vu tous les animaux de boucherie vendus outre-frontière. Peut-être serait-il bon que je donne lecture de l'éditorial de la *Gazette* dont je parlais. On peut y lire:

Les gros abattoirs trouvent qu'ils ne peuvent même pas réaliser leur bénéfice moyen régulier de 1 p. 100 ou moins sur les chiffres d'affaires et ils commencent à subir des pertes, s'ils achètent les animaux vivants aux cours actuels en hausse, les abattent, les transforment et cherchent à les vendre à un prix ne dépassant pas le prix maximum de détail. La maison Armour accuse une perte de 1-6 million de dollars au cours du dernier trimestre; une maison de Cleveland a fermé ses portes plutôt que de continuer à subir des pertes tandis que la grande entreprise Wilson a réduit à trois semaines par mois ses jours d'abattage.

Je ne cherche pas à justifier ces choses; je dis simplement qu'elles existent, cependant que beaucoup de gens,—je ne dis pas tous,—ont beaucoup d'argent et, au lieu de le garder, n'hésitent pas à en affecter une portion à l'achat de certains approvisionnements. Cela étant, je ne crois pas que je puisse convenir avec le chef de l'opposition que l'inflation au Canada est plus grave qu'aux États-Unis. Le prix auquel les denrées se vendent effectivement ne semble pas confirmer son dire. J'ai un autre état comparatif des prix, mais je ne veux pas imposer à la Chambre des chiffres inutiles car je crois en avoir dit assez pour montrer que, lorsqu'on se renseigne, voilà ce qu'on découvre.

Il est incontestable que les prix sont élevés, que certains secteurs de notre population sont gênés, mais pas tous. Malgré la hausse des prix, le salaire moyen versé dans nos industries de fabrication achète plus aujourd'hui qu'il n'achetait avant la guerre.

Les prix que nos cultivateurs touchent pour leurs produits leur assurent actuellement, malgré le prix plus élevé des denrées qu'il leur faut acheter, une part du revenu national plus grande que jamais auparavant. Je ne prétends pas que ce ne soit pas normal. Je vois un honorable député qui secoue la tête; il n'est pas le seul à connaître les cultivateurs de chez nous. Je connais des cultivateurs de divers coins du pays et je sais pertinemment qu'ils obtiennent actuellement une part du revenu national plus considérable que celles qu'ils ont jamais obtenue jusqu'ici. Je ne dis pas qu'il ne devrait pas en être ainsi. Je ne dis pas que leur part est trop grande. Je suis sûr qu'ils travaillent fort pour ce qu'ils gagnent; j'estime que les prix qu'ils touchent, aux niveaux actuels, ne sont pas trop élevés et qu'il serait injuste de vouloir les réduire.

M. Wright: Et cette partie du revenu national...

Une voix: Asseyez-vous!

Le très hon. M. St-Laurent: L'honorable député aura l'occasion de communiquer son renseignement à la Chambre. J'ai eu maintes fois l'avantage d'observer ce qui se passe et j'énonce simplement ce dont j'ai eu connaissance. Je suis heureux de déclarer que la majeure partie du revenu national que touchent les cultivateurs sert à l'amélioration des terres agricoles dans tout le pays. Je le sais pertinemment. J'en ai vu des preuves de mes propres yeux. Les cultivateurs accroissent la productivité de leurs terres en utilisant la majeure partie du revenu national qu'ils touchent. C'est tant mieux, à mon sens. En fin de compte, nous serons fort heureux qu'il en ait été ainsi. Notre population s'accroît et il faudra subvenir à ses besoins surtout avec les régions déjà en culture. Il faut faire produire ces régions davantage, autrement notre pays ne produira pas la part de vivres nécessaires à l'humanité croissante.

J'ai dit que les magasins A & P à Ottawa vendaient le café *Chase and Sanborn* 94c.; mais je crois comprendre que c'est leur propre marque de fabrique qui se vend à ce prix, tandis que les magasins Loblaw vendaient le *Chase and Sanborn* \$1.06.

J'ai dit que le salaire moyen versé aux ouvriers de nos industries manufacturières assure un pouvoir d'achat plus considérable aujourd'hui qu'avant la guerre. Je dois avouer que j'ai été amené à le croire après avoir pris connaissance d'un tableau dressé aux États-Unis et indiquant ce que le salaire d'une heure de travail pouvait permettre d'y acheter sous forme de certaines denrées alimentaires. J'ai demandé l'établissement d'un tableau